



TOTAL

la France au Cambodge

des querelles
sans importance

On se soucie peut-être exagérément de la bizarre situation politique que connaît le Cambodge. On s'aperçoit qu'un dysfonctionnement que l'on peut qualifier de majeur dans le système démocratique, la non-formation d'un gouvernement plus de 7 mois après les élections législatives, n'a pas les conséquences désastreuses que l'on aurait pu imaginer.

Ainsi depuis plus de 10 ans on a fait des efforts énormes en termes de compétences, en termes de finances, et de temps, pour que la démocratie se mette en place au Cambodge. Voilà que le système connaît une grosse panne, et pourtant rien ne se passe: l'ancien gouvernement gouverne, et chacun vaque à ses affaires, les paysans, les commerçants, les entreprises, les fonctionnaires, les ONG, ...

C'est comme si le fonctionnement de la démocratie n'intéressait plus personne une fois les élections passées, ou seulement quelques personnalités dont les querelles sont sans conséquence. Comme si toute la machine démocratique n'avait au fond aucune importance.

Elle en a pourtant, cela se verrait aussitôt en cas de crise grave, et finira par se voir clairement si le blocage actuel persiste.

Mais la crise politique apporte un autre enseignement, elle aide à remettre à sa place, relativement secondaire, la politique politicienne. Les évolutions importantes, celles de l'éducation, de la santé, de la justice, la réhabilitation des infrastructures ... sont sur la longue durée. Le reste relève de l'accident, du passager ...

- **Van Su leng: le point sur la Confection**
- **marchés foncier et immobilier à Phnom Penh**

Les actions de la France au Cambodge relèvent principalement de trois domaines: la santé, l'archéologie et la culture, le soutien à l'état de droit.

En gros la masse globale de notre coopération tourne autour de 25 millions de dollars par an. Il est difficile de chiffrer chaque domaine parce certains assistants de coopération sont budgétés, d'autres non, qu'il y a des variations annuelles à l'intérieur de programmes pluriannuels. Mais en gros on peut considérer qu'il y a là trois tiers.

S'y ajoute l'aide qui transite par l'Agence Française de Développement et Proparco, il s'agit plutôt de participation que d'aide classique. Au mot "aide" je préfère d'ailleurs le concept de partenariat.

**plutôt qu'une aide:
un partenariat**

Ce partenariat peut être déséquilibré au début, c'est à dire que le partenaire cambodgien a besoin qu'on l'aide sur un certain nombre de secteurs, mais l'objectif est que ce partenariat se rééquilibre avec le temps, que les Cambodgiens prennent en charge de plus en plus de choses, pour déboucher sur un partenariat tout à fait classique. L'objectif n'est pas que les Cambodgiens se passent de nous, que nous partions, mais que le partenariat se rééquilibre. C'est d'ailleurs pourquoi la coopération est évolutive.

une coopération évolutive

Exemple d'évolution: à Angkor, on n'est plus dans la sauvegarde, on est dans la collaboration scientifique. Les gens de l'Apsara sont très compétents, et nous travaillons maintenant sur les projets de développement. Pour l'Ecole des Officiers, on était d'abord dans la formation initiale, on aimerait maintenant, nous en avons parlé lors du passage du ministre de la Coopération, pouvoir accompagner les Cambodgiens dans la création d'une Université militaire.

Dé même en Médecine où il y a encore beaucoup à faire: dans le domaine de la



protection maternelle et infantile en particulier, les ONG sont très actives, nous pouvons concentrer nos efforts sur la formation médicale, sur le dialogue entre spécialistes: j'ai inauguré avant-hier les Journées de Cancérologie franco-cambodgiennes, on étudie avec les oncologues cambodgiens quelles sont les formes de cancers sur lesquelles on doit travailler, quelle part on va donner à la prévention et quelle part à la chirurgie et aux soins palliatifs. C'est encore un exemple d'évolution. Il faut former aussi des entomopathologistes qui manquent.

**une interview de
l'ambassadeur
de France
Y. Roe D'Albert**

Pour assurer cette évolution, il faut régulièrement faire le point, avoir un suivi et un dialogue constants. Tout le monde évidemment trouve que cela ne va pas assez vite!

**les entreprises,
le PEE, l'ambassade**

Pour les relations entre l'ambassade, le Poste d'expansion économique et les entreprises, il n'y a pas de solution simple, mais d'abord un principe: les entreprises ont leur travail et l'ambassade a le sien, chacun le fait, les entreprises ont leur propre dialogue avec les autorités cambodgiennes.

Mais nous travaillons dans le même sens. Je dois être au courant et s'il y avait un jour de grosses difficultés je pourrais m'en faire l'écho. Pour moi l'objectif est de multiplier les rencontres entre les entreprises et l'ambassade.

Il ne faut pas non plus qu'il y ait une coupure entre les coopérants et le réseau des entreprises.

Un point très particulier se pose parfois, lorsque le PEE et la Chambre de Commerce sont en compétition pour le même travail: recevoir des entreprises françaises. Ici, ce n'est pas le cas ... Un accord a été conclu entre le PPE et la Chambre de Commerce, c'est très bien. Nous avons besoin d'une Chambre de Commerce forte, qui voie beaucoup de monde, qui contribue comme le PEE à faire venir ici des chefs d'entreprise. La

(suite page 2)

Sommaire

interview

S.E. Y. Roe D'Albert

pp. 1 - 2

Confection

entretien Van Su leng

pp. 3 - 4 - 5 - 10

Confrasis

p. 9

Marchés fonciers

et immobiliers

pp. 6 - 7 - 8 - 9

Livres Asymétrie

O. de Bernon

pp. 11

Médias

p. 12

(suite de la page 1)

spécialisation que je vois: je demande au PEE d'être très attentif au suivi macro-économique. Donc a priori nous sommes dans un climat qui devrait être facile.

Pour les relations entre les entreprises et les autorités cambodgiennes, un bon dialogue suppose plusieurs canaux de communications.

Il y a d'abord le canal individuel, chaque chef d'entreprise traite son propre dossier au niveau approprié. Il y a le niveau Chambre de Commerce, lorsqu'il s'agit de plusieurs entreprises ou de l'ensemble des entreprises. Et puis il y a le niveau politique: on peut passer par l'ambassadeur ou par le PEE, qui peuvent parler avec le ministre de l'Economie ...

Le PEE doit-il être à l'intérieur de l'Ambassade, où à l'extérieur? Pour des raisons de sécurité, de gestion, de facilité de relations avec l'ambassade, on construit maintenant des ambassades "intégrées". Et pour les entreprises, il est bon qu'elles puissent être éventuellement reçues par l'ambassadeur.

Parfois nous manquons un marché ...

Quels sont mes soucis? Ma première réponse: c'est le budget de mon ambassade, qui n'augmente pas à la vitesse que je souhaiterais.

Au-delà, mon souci est plutôt les occasions ratées. Il existe des potentialités dans ce pays, il y a des secteurs où nous avons des compétences réelles et où nos entreprises peuvent être présentes. L'eau, le transport, l'électricité, la distribution des produits pharmaceutiques, le vin, l'hôtellerie, l'équipement et la gestion d'aéroports, ... Ce qui me soucie c'est lorsque, dans un secteur où nous sommes performants, nous manquons un marché, l'image technologique de la France en souffre.

Pour l'hôtellerie, où la France a un savoir faire réel, nous avons visé à Siem Reap le très haut de gamme, peut-être avons-nous visé trop haut, ou trop tôt. Les hôteliers se sont situés avant les tour-opérateurs. Des gens qui ont des produits moins bons ont mieux réussi que nous, voilà ce qui me gêne. Il faudrait une meilleure osmose entre ceux qui apportent le tourisme et l'offre hôtelière.

Ce dont je me soucie dans l'activité

S.E. Roe D'Albert

économique, c'est l'image de la France.

L'ITC: on travaille trouver une formule de coopération

Concernant l'ITC, Institut de Technologie du Cambodge, il ne s'agit nullement d'un retrait de la France. Nous travaillons dans le cadre de programmes pluriannuels, qui sont ce que l'on appelle maintenant des FSP, Fonds de Solidarité Prioritaire. Nous avons un FSP, qui va prendre fin, faisant suite à d'autres depuis qu'en 1992 nous avons pris le relai des Russes.

Il y avait les premières années de gros frais d'investissements et des frais de fonctionnement peu importants. Au fil des années il y a eu moins d'investissements à faire, mais davantage de frais de fonctionnement avec l'augmentation du nombre des élèves et l'allongement de la scolarité (on forme plus d'ingénieurs que de techniciens); et préparer les ingénieurs vers des formations internationales de haut niveau et de spécialités.

Le dernier FSP se termine fin 2004. Mais il y aura une suite, soit un autre FSP, soit un mécanisme de soutien qui peut être le maintien d'un collaborateur français au sein de l'ITC, ou un soutien à l'enseignement de la langue française en rémunérant les professeurs de français, on peut les aider à orienter l'ITC vers un enseignement régional; il y a déjà d'ailleurs 17 Laotiens qui suivent l'enseignement de l'ITC. Il ne s'agit donc pas de la fin de la présence française à l'ITC, on travaille à des propositions de poursuite du programme et on mettra les moyens qu'il faut pour y arriver. Il faut définir le type de partenariat dont les Cambodgiens ont besoin. Bien des formules sont possibles. On peut donner de l'argent, on peut donner du matériel, on peut aussi prêter des hommes ... cela se discute en fonction du projet et n'est pas encore précisément chiffrable. C'est ce que le ministre de la Coopération a dit au premier ministre Hun Sen, au ministre des Affaires étrangères et tous ses interlocuteurs.

La politique intérieure du Cambodge ce n'est pas mon affaire

La politique intérieure du Cambodge? La question de savoir si on aura un gouvernement mono, bi ou tripartite, ce n'est pas mon affaire. Nous avons un partenariat avec le Cambodge. Je vois les responsables du gouvernement, je vois aussi les responsables de l'opposition quand ils sont ici. Je sais que la France, où on les voit plus souvent, a de bons contacts avec eux. Si nous pouvons les aider à résoudre leur problème, très bien, mais ce n'est pas notre rôle.

Ce que l'on voit c'est qu'il y a dans les institutions des mécanismes qui clochent. Mais ce n'est pas à nous de régler ce problème.

La situation actuelle ne gêne pas directement notre coopération

Pour notre coopération cette situation ne nous crée pas de difficultés, en tous cas moins qu'aux bailleurs de fonds internationaux qui eux ont besoin de la signature de l'Assemblée nationale. Ce n'est pas notre cas, nous sommes sur une coopération administrative qui ne pose pas de problème. Le ministre de la Coopération a signé une convention avec M. Hor Namhong sans la moindre difficulté, ni juridique ni politique.

La situation peut cependant poser problème par exemple pour notre coopération dans le soutien à l'état de Droit. Les Japonais ont beaucoup travaillé sur le code civil, nous avons beaucoup travaillé sur le code pénal, pour aller plus loin il faudrait que ces codes soient adoptés et cela dépend de l'Assemblée nationale. Là nous sommes bloqués par l'impossibilité actuelle d'adopter des lois ou de ratifier des accords internationaux.

D'autre part l'entrée du Cambodge dans l'OMC, c'est un effort très important, très courageux, c'est un véritable traumatisme pour un pays qui a un PIB aussi faible. Nous soutenons cette entrée par des mécanismes d'aide (coopération commerciale, appellations d'origine ...), mais évidemment c'est lié à l'OMC. Le Cambodge a obtenu un délai de six mois, mais il ne faut pas attendre indéfiniment. Cette affaire consomme beaucoup de temps, et ce temps pourrait être employé à autre chose! ■

A PROPOS...

France-Cambodge

La France va financer un fonds social, 1,2 million d'euros sur 3 ans, pour le développement rural et la lutte contre la pauvreté. L'accord signé par le ministre des Affaires étrangères Hor Namhong et le ministre français de la Coopération P.A. Wiltzer prend la suite d'un précédent accord de 3 ans qui prend fin en 2004. La France soutiendra la candidature de

Cambodge comme membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Destruction des missiles

Les 233 lanceurs de missiles sol-air de type Strela-2, de fabrication soviétique, que détient l'armée cambodgienne seront détruits avec l'aide de techniciens américains et 230 000 dollars annoncent les ministres de la Défense Tea Banh et le prince Sisowath Sirirath. [Quelques-uns de ces

missiles avaient été tirés en l'air lors des événements de juillet 1997, ndr]. Le Cambodge est le seul pays d'Asie à détruire son stock entier de missiles.

Procès Sam Rainsy contre Hun Sen

Dans un e-mail du 7 février Sam Rainsy rappelle que son épouse Tioulong Saumura et lui-même ont déposé le 20 novembre 2000 "devant le tribunal de grande instance de Paris une plainte avec consti-

tution de partie civile portée contre X, du chef de tentative d'assassinat", concernant l'attaque à la grenade du 30 mars 1997 où au moins 16 personnes ont été tuées et plus de 100 blessées. "Je suis convaincu que j'étais la cible principale de l'attaque, comme je suis convaincu que le second Premier ministre Hun Sen était l'instigateur de l'attaque. On peut dès lors parler de tentative d'assassinat".

le point sur

LA CONFECTION

un entretien avec **Van Sou Ieng,****Président de l'Association des industriels de la Confection**

Il y a eu en 2003 de nouveaux progrès de la production, de l'emploi et des exportations de produits de Confection. Les exportations ont augmenté de 20% d'une année à l'autre, atteignant 1,60 milliard de dollars, et représentant toujours plus de 90 % des exportations du Cambodge.

Ces progrès ont été obtenus grâce à un marketing agressif. Ils sont dûs aussi à l'entrée du Cambodge dans l'OMC, qui a encouragé les investisseurs. 20 usines nouvelles se sont installées depuis avril-mai 2003, depuis qu'on a su que le Cambodge serait accepté, et qu'en septembre l'information a été confirmée. Les progrès sont dûs aussi aux industriels déjà installés ici. C'est un résultat brillant, mais avec l'entrée dans l'OMC j'aurais espéré + 33% !

Les problèmes de bureaucratie continuent d'être préoccupants. Il faut bien comprendre que lorsque les quotas auront été supprimés, en 2005, nous nous retrouverons en pleine concurrence avec des pays comme le Bangladesh, le Pakistan, la Chine. Jusqu'à présent le système des quotas nous a favorisés, nous avons, nous seuls, un "bonus" en quotas, + 14% cette année, parce qu'ils sont liés au respect de la législation sur le travail, que contrôle le bureau local de l'ILO/OMT (Organisation

Mondiale du Travail). Avec la fin des quotas, ce sera évidemment la fin des bonus, tout le monde sera au même régime. Ce sera une concurrence totale, qui se jouera sur deux points: les prix, et les délais de livraison.

Les progrès sur ces points, c'est le gouvernement qui en est responsable. Si le Cambodge ne s'améliore pas sur ces points, et que pendant ce temps nos concurrents progressent, nous serons affaiblis. Pour l'instant nous sommes pratiquement au même niveau que par exemple le Bangladesh, mais ils ont un avantage, ils paient les redevances anormales en monnaie locale, et en moindres quantités, tandis que nous payons davantage, et en dollars.

Un autre désavantage pour les produits cambodgiens, c'est que nous devons passer par Singapour, c'est à dire des délais. Un autre désavantage encore: tous les produits qui entrent dans la confection sont importés, les tissus (de Chine), les boutons, le fil, les fermetures éclair ... alors que ces pays concurrents, Pakistan, Inde, Bangladesh ... ont ces produits sur place.

Nous avons donc progressé grâce à un régime de quotas favorable, et à cause de notre entrée à l'OMC. Mais qu'arrivera-t-il en 2005 ? Avec leurs matières premières plus proches, nos concurrents peuvent livrer plus vite que nous: au lieu de 45 jours, nous avons besoin de deux mois ou de 90 jours; il faut compter 10 jours de transport. Les producteurs de matières premières, par exemple la Chine pour les tissus, fournissent en priorité leurs clients locaux, qui sont plus proches, et qui paient cash. Nous nous avons là un désavantage.

Si en plus nous avons le désavantage d'une bureaucratie à l'entrée et à la sortie du Cambodge, nous sommes encore battus;

Au point de vue des salaires, le Cambodge est concurrentiel. Par rapport aux salaires chinois, en tenant compte de la productivité, le Cambodge rattrape. Je pense que le Cambodge en termes de productivité est environ 20% derrière la Chine, quelquefois moins selon les produits. C'est encore beaucoup, mais avant c'était 35%. Vis à vis du Bangladesh et du Pakistan nous sommes à égalité.

A partir de 2005 nos concurrents seront le Pakistan, le Bangladesh, l'Indonésie, l'Inde. Le Vietnam non, pas encore, il sera encore sous quotas. Dans ces pays concurrents il y a maintenant un ministre uniquement pour les textiles et la

(suite page 4)



A PROPOS...

La plainte a été officiellement acceptée le 27 novembre 2000.

Nouveau procès intenté par Sam Rainsy au Premier ministre en février dernier. Selon un e-mail du cabinet du PSR du 4 mars 2004, le procureur adjoint de la Cour municipale de Phnom Penh, chargé de recevoir la plainte, a demandé le 3 mars à Sam Rainsy de remettre sine die l'audience

prévue pour le 4 mars.

Le FBI, qui a enquêté sur l'affaire parce qu'un citoyen américain a été blessé, détiendrait la vérité selon Sam Rainsy. Le FBI a remis un rapport au sénat américain le 24 novembre 1998, qui a été récemment publié sur internet. Il fait état d'aveux de deux lanceurs de grenades, rétractés par la suite.

Si la cour rejetait la plainte de Sam Rainsy, le Premier ministre le poursuivrait pour

diffamation.

Tourisme dans l'ASEAN

Le marché du tourisme au Cambodge est encore faible, comparé à celui de pays voisins, fait observer le secrétaire d'Etat au Tourisme Thong Khon. Sur les 2 millions de Chinois qui visitent l'ASEAN, 30 000 seulement viennent au Cambodge. Sur les 5 millions de Singapouriens, 10 000 viennent au Cambodge. Sur 1,9 million de touristes japonais, 80

000 seulement. Sur 1,6 million de Thaïs, 30 000 viennent au Cambodge, alors que 80 000 Cambodgiens ont visité la Thaïlande en 2000, et autant ont visité le Vietnam. Cela malgré la multiplication des "vois directs" vers Siem Reap. Mêmes faiblesses pour les autres pays, Malaisie, Hong Kong, Australie, Etats Unis, Grande Bretagne ...

Van Sou leng : le

(suite de la page 3)

confection, qui ne s'occupe que de ça ! Si ces pays réussissent avant nous à réduire les coûts et les délais de la bureaucratie, nous serons battus.

Les responsables, au Cambodge, en sont conscients. Ils disent qu'ils vont changer. On va voir. Nous avons une vraie chance de réussir, de survivre. Nous le secteur privé, nous avons fait le maximum, nous avons montré nos performances. Au gouvernement maintenant de montrer les siennes en diminuant les coûts et les délais de la bureaucratie. Le ministre du Commerce a fait des efforts énormes, et les responsables du ministère sont venus discuter avec nous des améliorations qu'il faut apporter sur 16 points particuliers.

S'il n'y avait pas de résultats avant juillet, il faudrait alors crier plus fort. Mais dans l'immédiat il faut attendre que ces efforts portent leurs fruits et que le nouveau gouvernement soit

établi.

Si ces améliorations interviennent, nous aurons une vraie chance de survie pour environ 3 ans, parce que la Chine sera encore sous quotas. Il y a une clause spéciale selon laquelle les Américains peuvent imposer des quotas si les importations chinoises menacent leurs propres productions. C'est pourquoi la Chine se garde de trop exporter vers les Etats-Unis.

Après 2005: le pari sur le social

L'aspect social dans la Confection est bon, comme le montrent les rapports de l'ILO, organisme indépendant et compétent. Mais à partir de 2005, puisqu'il n'y aura plus de quotas, il n'y aura plus non plus d'incitation à bien faire dans le domaine social. Notre stratégie est de créer pour les acheteurs une "niche", leur garantir notre bonne conduite sociale de façon qu'ils puissent se protéger contre l'agressivité des associations de consom-

Le Deauville Group

Bar, Brasserie, Restaurant.

Wat Phnom Phnom Penh

Tel : 012.843.204 Fax : 012.723.474

ledeauville@yahoo.com

Le Deauville I

La plus célèbre Brasserie de Phnom Penh.

Cuisine khmère et Européenne
Menus attractifs et carte complète.
012.843.204

Le Deauville II



Croisières sur Le Mékong et le Tonle Sap.

Réceptions, anniversaires,
Cérémonies...
012.843.204

Le Deauville III

Catering pour collectivités et particuliers

Service TRAITEUR à domicile
012.843.204

Le Deauville IV

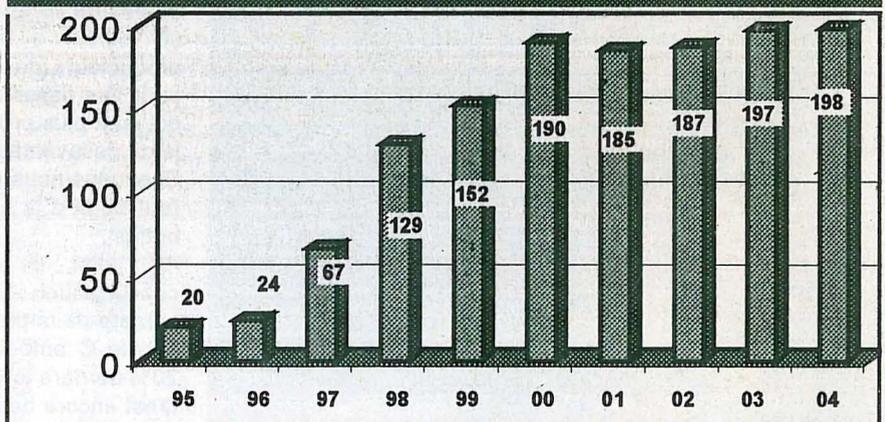


Catering et Kraft Services.
Tous événements festifs, Cinéma,
réunions sportives, foires
commerciales...
012.843.204

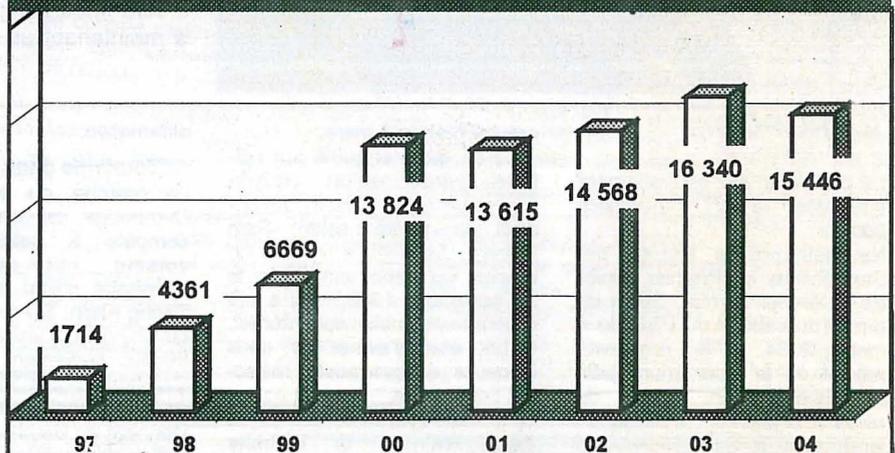
Le Deauville V

Hotel aux normes internationales
Centre de Phnom Penh
24 Chambres A/C,
TV câblée, Mini Bar
10/15 \$, et forfaits mensuels
012.862.422

Nombre d'usines de Confection



Nombre d'emplois dans la Confection



statistiques Min du Commerce, chiffres à jour aux 29 février 2003 et 2004, graphiques cn.

point sur la Confection

mateurs. Actuellement, l'incitation à bien faire des chefs d'entreprise c'est qu'ainsi ils obtiendront plus de quotas. Après 2005 leur incitation sera: cette bonne conduite sociale vous conservera les achats de très grands distributeurs comme GAP, Sears Roebuck, et les autres. Ces grandes marques continueront à placer leurs commandes au Cambodge pour pouvoir dire aux consommateurs qu'elles soutiennent le Cambodge qui fait des efforts dans le domaine social. C'est notre stratégie pour tenir contre nos concurrents: utiliser la crédibilité que nous avons acquise depuis trois ans que l'ILO est présente au Cambodge.

C'est un risque, c'est un pari, parce que si la société de consommation ne tient pas compte des conditions sociales dans les usines productrices, si elle ne s'intéresse qu'au prix de vente final, alors notre argumentation ne tient pas. Le risque est que les grands acheteurs disent "oui, nous sommes sensibles à vos efforts dans le domaine social, mais l'argument final c'est le prix, faites le même prix que vos concurrents". Or le social a un coût. C'est difficile à chiffrer parce que beaucoup d'éléments sont à prendre en compte, mais on peut dire: au moins 3 à 4% du prix final. Il faut former tout le personnel; un manager du personnel est payé 3 à 400 dollars ...

Il y a donc un pari, malgré tout, je pense que notre pari est le bon; si nous arrivons à réduire les coûts de la bureaucratie, nous avons de très bonnes chances de survivre.

des responsables syndicaux licenciés ?

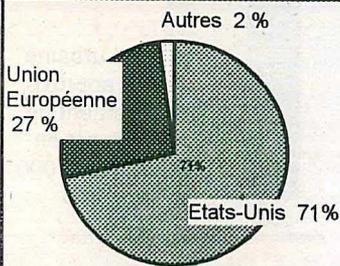
Cette information parue dans le *Cambodia Daily* n'est pas exacte. Il s'agissait de l'usine *Eternity*. Ils ont confondu des travailleurs simplement membres de syndicats et responsables syndicaux. Il y a une loi qui dit que pour licencier des responsables syndicaux il faut demander une autorisation au ministère du Travail. Dans chaque usine, il n'y a que 2 ou 3 personnes qui sont sous cette protection; le responsable syndical, son assistant, et le trésorier. Les autres, simples membres, ne sont pas protégés. S'ils volent, ils peuvent être renvoyés. Les responsables qui seraient renvoyés sont tout de suite réintégrés.

Pourquoi alors ont-ils été licenciés dans cette usine ? On ne savait pas qu'ils étaient responsables syndicaux, ils n'en avaient pas averti l'usine, alors qu'ils doivent le faire, en même temps qu'ils doivent montrer que leur syndicat est bien enregistré. Le patron est allé au ministère du Travail, c'est alors seulement que le syndicat a été enregistré, et les responsables ont été réintégrés. La loi a été ainsi appliquée. Pour les autres, simples membres du syndicat qui étaient des voleurs, ils peuvent évidemment être licenciés pour faute grave -et non parce qu'ils sont membres du syndicat. En l'occurrence, la loi a été respectée, le système a fonctionné.

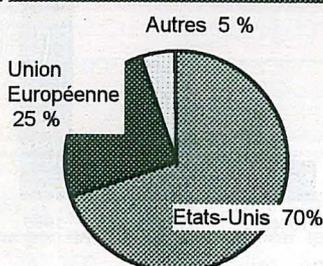
Oui il y a eu des progrès depuis quelques années, sous

(suite page 10)

Exportations par grandes zones 2002

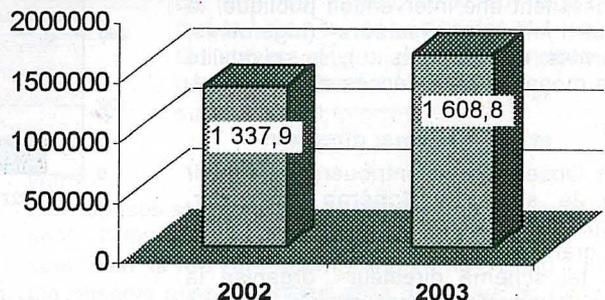


Exportations par grandes zones 2003



Principal changement d'une année à l'autre: l'augmentation des acheteurs hors Etats-Unis et Union Européenne. Dans les importations américaines plus de la moitié est "hors quota".

Confection: exportations 2002 et 2003 vers les Etats Unis, l'Europe, et autres pays millions de dollars



La progression des exportations s'est poursuivie en 2003, + 20% en valeur d'une année à l'autre.

des SOLUTIONS SUR MESURE

A tout moment, du conseil à la conception, de la réalisation à l'entretien, les ingénieurs et techniciens de Comin Khmère assurent dans les meilleurs délais un service sur mesure.

Des installations mécaniques et électriques gérées avec un professionnalisme ayant fait ses preuves et en qui vous pouvez avoir confiance: une garantie qui a fait notre notoriété.

Comin Khmère, la première entreprise d'ingénierie au Cambodge.

tel: (+855 23) 426 056 · cksales@comin.com.kh · www.cominkhmere.com



comin khmère

électr ic ité • climatisation • eau

Les marchés fonciers et immobiliers à Phnom Penh

Une enquête du BAU de la Municipalité

Le BAU, Bureau des Affaires Urbaines de la Municipalité de Phnom Penh a réalisé une étude sur les marchés fonciers et immobiliers de la capitale.

Cette étude a duré presque un an, elle a été menée par une équipe de 5 à 6 Cambodgiens "déjà formés aux enquêtes, énergiques et compétents", nous dit Agnès Charouset, chargée de mission, "facilitatrice" du projet. Elle a bénéficié de l'assistance de professionnels du secteur, notamment le service du Cadastre municipal dirigé par M. Chhuon Sothy et les principales agences immobilières.

Créer un observatoire permanent

L'idée générale de cette première étude: préparer la création d'un **Observatoire permanent** de la ville de Phnom Penh, de façon à en bien connaître les composantes, les évolutions et les tendances. L'Observatoire permettra de connaître et de faire connaître le "juste prix" du foncier et de l'immobilier, permettant "une meilleure lisibilité et une meilleure fluidité du marché", permettant de connaître la "dynamique urbaine", les secteurs sous pression, les secteurs qui nécessitent une intervention publique, la répartition par secteurs (logements, activités, équipements ...), la solvabilité des ménages pour l'accès au logement,

et un schéma directeur

Cet Observatoire contribuera à établir par la suite un **Schéma directeur**, comme il en existe par exemple dans les grandes villes en France.

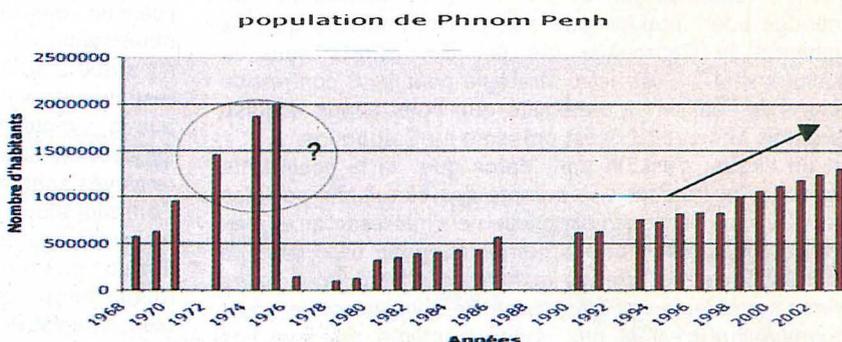
Un tel schéma directeur organise la ville, il répartit "l'offre urbaine", c'est à dire qu'il donne une destination générale des sols: endroits pour le logement, les équipements, les administrations, les écoles, l'industrie, ... Il évite que la ville ne se développe dans l'anarchie.

Il est évident que le schéma directeur intéresse directement les investisseurs et le public en général, il leur donne des indications précieuses pour prendre des décisions.

Pour la première étape, c'est à dire la création d'un Observatoire permanent, tout existe déjà, souligne Agnès Charouset: il y a au BAU de la Municipalité les locaux, il y a les gens compétents nécessaires, et il y a l'équipement informatique.

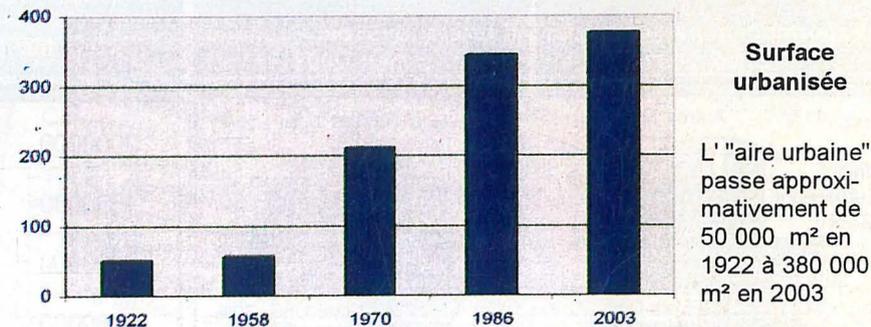
Le résultat de l'enquête réalisée sur la situation actuelle du foncier et de l'immobilier à Phnom Penh est traduit par une série de cartes.

Fort accroissement démographique ...



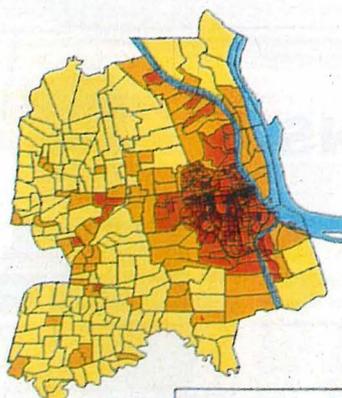
La chute de la population à partir de 1975 est "l'effet khmer rouge": la population gonflée les dernières années de la République par l'afflux des réfugiés jusqu'à atteindre, selon les estimations, environ 2 millions de gens, tombe à pratiquement zéro dès l'arrivée des khmers rouges en avril 1975. Reprise à partir des années 1980. La population de Phnom Penh serait d'environ 1,8 million actuellement. Elle atteindra entre 2 et 3 millions en 2015.

... et forte augmentation de la surface urbanisée



L'"aire urbaine" passe approximativement de 50 000 m² en 1922 à 380 000 m² en 2003

Densité de la population par phum Phnom Penh 1998



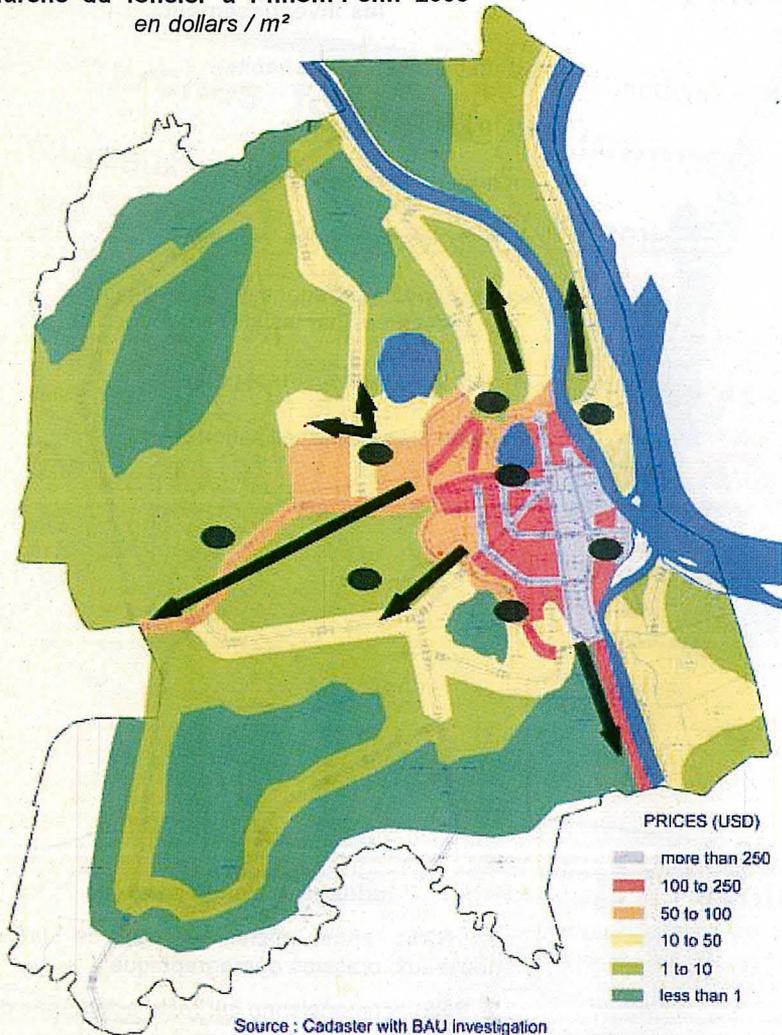
Densité de la population à Ph (nombre d'habitants par ha)
 40.000 - 316.700
 15.000 - 40.000
 3.000 - 15.000
 700 - 3.000
 0 - 700
 Source: National Census of Cambodia

La densité augmente

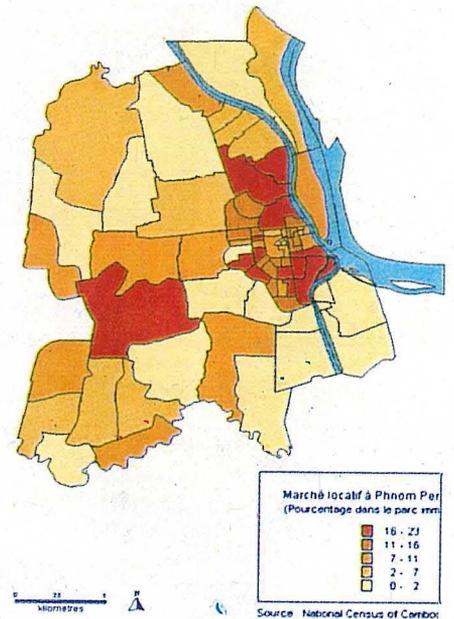
sous l'effet de l'augmentation de la population, + 10 000 ménages par an par immigration et accroissement naturel, la ville s'accroît et la densité augmente (carte ci-contre). Malgré la construction, l'insuffisance de l'offre de logements augmente.

Les marchés fonciers et immobiliers à Phnom Penh

Marché du foncier à Phnom Penh 2003
en dollars / m²



Le marché locatif
à Phnom Penh



Marché locatif

Le logement locatif, 17% du parc de logements, est hors de portée des plus pauvres. On compte environ 40 000 ménages dans le "logement informel". Une étude est en cours sur le marché informel.

On voit sur la carte ci-dessus que l'éventail des prix du foncier est extrêmement large: de moins de 1 dollar le m² (zones inondées) à plus de 250. Les pastilles noires indiquent les zones où la pression sur le prix est la plus forte, les flèches indiquent les axes de poussée de la demande.

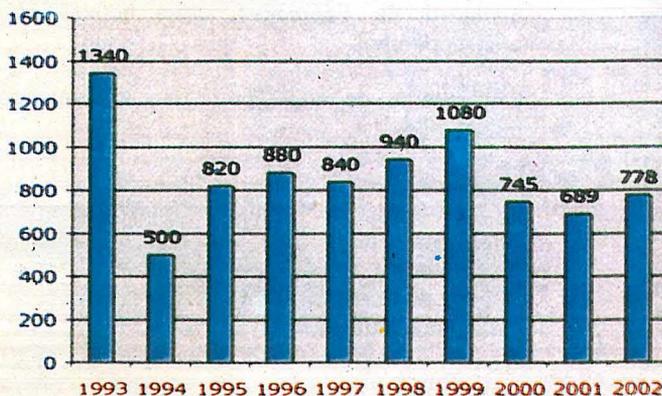
La demande est très influencée par les améliorations de la

voirie.

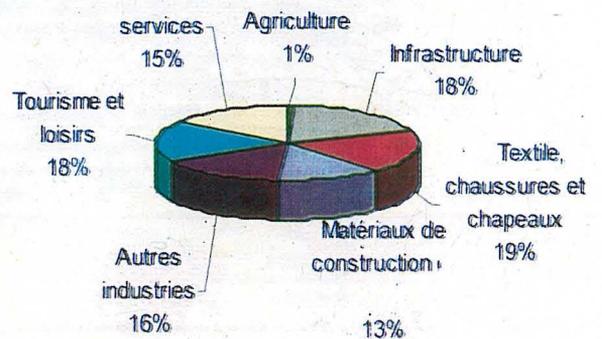
Les espaces sous pression: - les activités agricoles reculent sous l'effet de la pression urbaine; - dans l'espace suburbain: la rue 70, Phnom Penh Thmey, Beng Tumpun. On observe aussi pour l'industrie de nouvelles dynamiques de croissance; - un besoin croissant et varié de logements.

Sources: cadastre et 4 agences immobilières

Permis de construire délivrés à Phnom Penh



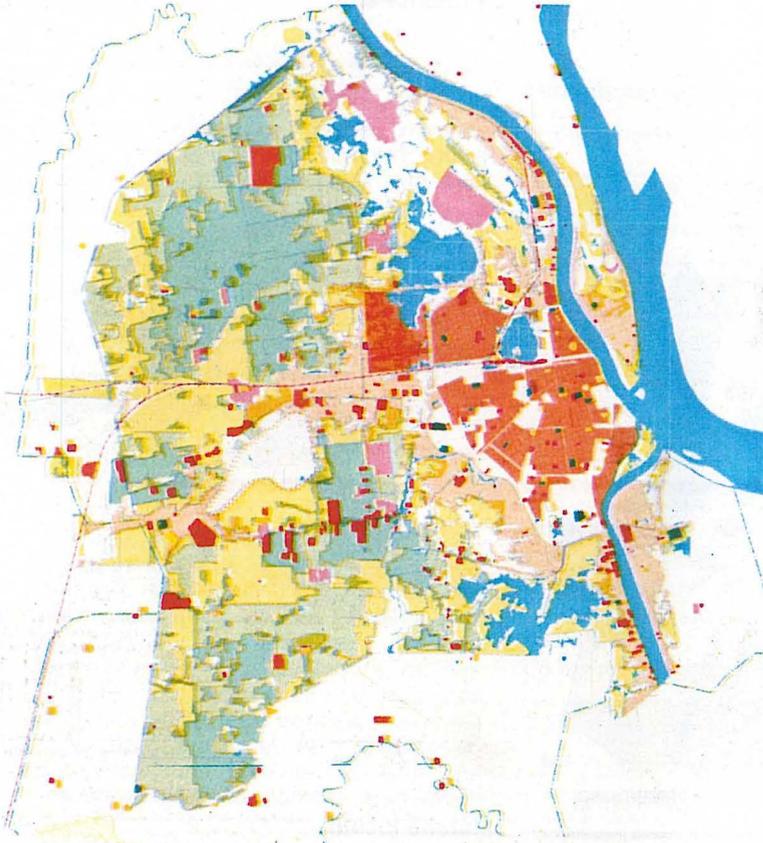
Investissements par secteurs à Phnom Penh entre 1994 et 2003 (projets actifs)



Graphiques établis par le BAU à partir des données du Cadastre, des professionnels de l'immobilier et d'enquêtes spécifiques. (suite p. 8)

les marchés fonciers et immobiliers à Phnom Penh

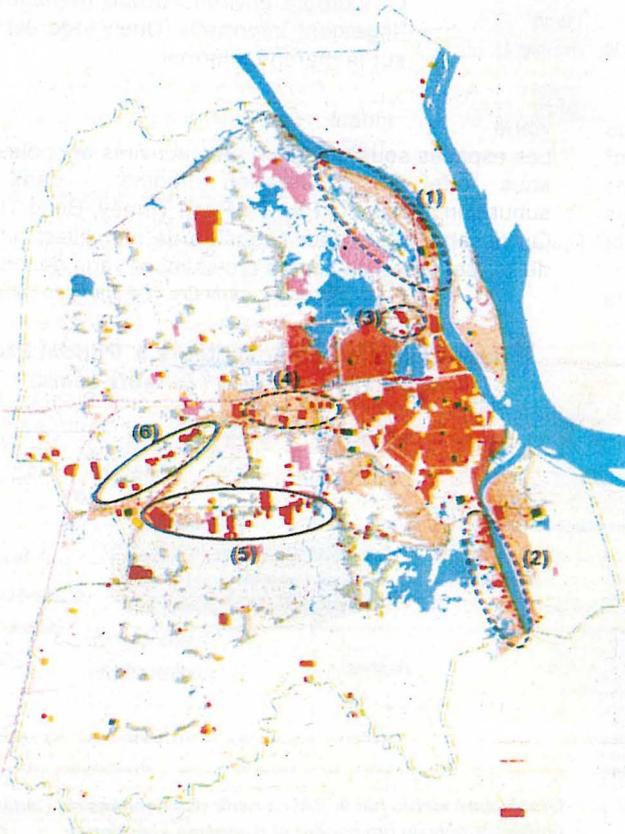
Phnom Penh répartition par secteurs



les investissements

- en rouge-rose: la ville habitée
- en rouge: les industries
- en orange: le relogement
- en rose: les opérations résidentielles
- en vert foncé: opérations de parcellisation (effectuées par les khmers rouges ?)
- en vert clair: partiellement parcellisé
- en jaune: pas de parcellisation

Implantation des industries



Industries: zones saturées

1. RN5: zone ancienne, peu de projets nouveaux; pression démographique.
2. RN2: zone ancienne qui reste active; prix des terrains élevés.
3. Nord du Boeng Kak: zone homogène; peu d'extensions.
4. Route de Pochentong: zone ancienne qui reste active.

Industries: zones en développement

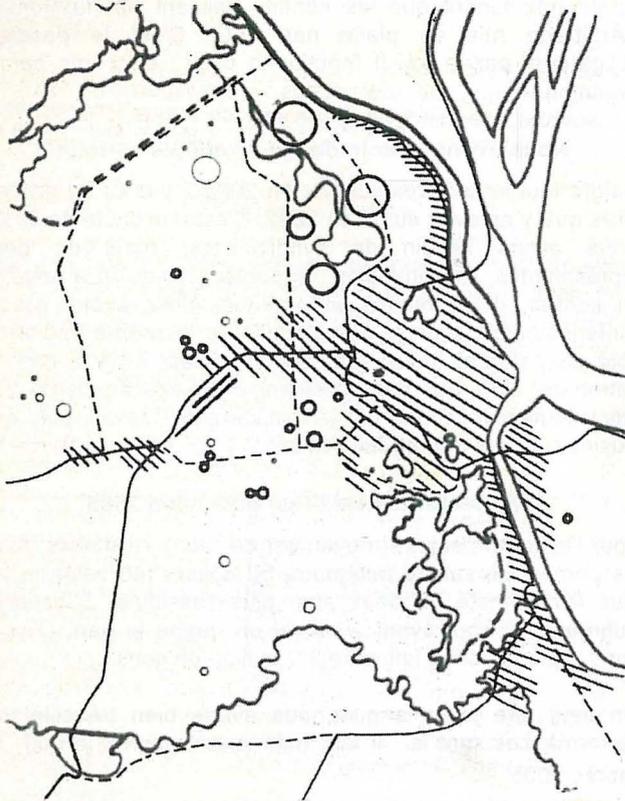
5. Route de Chom Chau: zone en développement depuis la construction de la route. Peu de profondeur.
6. Nord de l'aéroport: zone nouvelle en développement.

Les critères de choix pour une implantation industrielle:

- la localisation
- la desserte routière (particulièrement importante pour les gros importateurs-exportateurs comme la Confection).
- le prix du terrain
- la main d'oeuvre

les marchés fonciers et immobiliers à Phnom Penh

Nouveaux projets privés de lotissements



Les nouveaux projets de lotissements dans le secteur péri-urbain se situent:

- **autour des boeung nord**, avec d'une part des projets de grande taille, d'autre part la vente de parcelles loties;
- **au nord de l'aéroport** avec des projets de grande taille et des surfaces en attente de remblayage.
- **dans l'aire d'attraction de Chom Chau**, projets de taille moyenne, vente/location de logements et c"clé-en-main".

Sources: demandes d'autorisation de construire et enquêtes auprès de grands propriétaires-lotisseurs, très bons connaisseurs du secteur.

Bientôt l'INDEX 1994-2004

Une information à jour, des interviews approfondies des leaders politiques, des études de fond, des commentaires indépendants de responsables d'entreprises sur la situation économique et l'évolution du Cambodge ?

1. conservez Cambodge Nouveau
2. servez-vous de l'Index !

Réunion de la CONFRASIE

La "Confrasia" est la *Conférence régionale des recteurs des Universités membres de l'Agence Universitaire de la Francophonie en Asie-Pacifique*.

Son objectif: renforcer la coopération entre ses membres et avec les autres membres de l'Agence Universitaire de la Francophonie. Elle favorise une concertation permanente entre les responsables des universités et des institutions membres. Elle renforce la coopération régionale.

L'Agence Universitaire de la Francophonie est elle-même l'une des institutions de la Francophonie, ensemble d'organismes dont il faut rappeler le caractère non purement français mais, avec ses plus de 50 pays membres, international. Quatre Etats de la région Asie-pacifique sont adhérents de l'Organisation internationale de la Francophonie: le Vanuatu (200 000 habitants), le Laos (5 millions), le Cambodge (11,4 millions), le Vietnam (78,3 millions).

La Confrasia se réunit chaque année. Elle compte actuellement 53 membres, venant du Laos, du Cambodge, du Vietnam, de la Chine, de Thaïlande, de Nouvelle-Calédonie. Le Vietnam, avec 22 membres titulaires sur 29 et 16 associés sur 24 est de loin le pays le plus représenté. Le Cambodge compte 3 membres titulaires et 4 associés.

La 5ème Conférence s'est tenue à Siem Reap le 12 février. Elle a permis de faire le point sur les actions menées par le Bureau Asie-Pacifique en direction des filières universitaires. Au total, ce sont plus de 4600 étudiants vietnamiens, laotiens et cambodgiens qui se trouvent dans les formations universitaires soutenues par l'Agence. Environ 200 professeurs de français et plus de 330 scientifiques concourent à la francophonie universitaire de la région Asie-Pacifique.



des idées à 360°

Air, Mer, Route Transport
Dédouanement
Projet Industriel, Entrepasage
Groupage hebdomadaire
Service Porte à Porte, Déménagements Internationaux

SDV Cambodge Ltd.

22 rue 240, Phnom Penh, Cambodge

Tél: +855 23 427 955 Hp: +855 12 812 877 Email: pnh.ops@sdv.com

SDV Logistique Internationale - 500 bureaux sur 5 Continents

Groupe Bolloré

Le point sur la Confection

(suite de la page 5)

l'effet des efforts de l'ILO, et des incitations des quotas.

des syndicalistes encore insuffisamment formés

Ce que je critique maintenant ce sont les syndicats. Ils ne sont pas suffisamment formés. Les conflits sont le plus souvent des cas individuels qu'ils transforment en revendications collectives. Oui les syndicalistes sont maintenant formés, mais par des syndicats américains militants, qui n'enseignent pas la négociation mais l'agressivité. Ils ne les poussent pas à avoir une vue équitable des choses, mais ils leur disent "faites la grève, faites la grève c'est votre droit !". Il faudrait qu'ils soient formés par l'ILO, par ces gens plus responsables, non par des gens comme la CGT ! A mon avis il faut encore deux ans pour qu'il y ait ici des syndicats vraiment responsables, qui prennent en compte les intérêts communs, collectifs. Pour l'instant on défend des intérêts personnels, on défend sa fille, sa tante, sa cousine ... On collecte l'argent des ouvrières en leur disant: "vous me payez comme ça vous êtes protégées".

Une dérive vers des pratiques maffieuses

Au début, le syndicalisme était politique. Maintenant non, mais il y a une dérive vers des pratiques maffieuses. Il peut arriver que le responsable du personnel se fasse payer pour qu'il ne renvoie pas une ouvrière. Ou encore: "si tu veux me renvoyer, on fait grève". Ce n'est plus du syndicalisme. Pratiquement toutes les grèves sont illégales, parce que les délais légaux ne sont pas respectés. Les grèves sont

déclanchées de façon impulsive, sans négociations préalables. On fait grève, on négocie après.

Il faut maintenant que les conflits passent par le Conseil d'Arbitrage mis en place par l'ILO. C'est le passage obligatoire, par la loi. Il fonctionne bien, c'est une bonne évolution.

Nous avons besoin de syndicalistes sérieux

Malgré tout les chiffres sont là: en 2003 il y a eu 52 grèves, alors qu'il y en avait eu 88 en 2002. C'est une chute de 30%. Nous avons besoin de syndicalistes, mais de gens représentatifs, responsables, capables, lorsqu'on a négocié un contrat, de le mettre en pratique. Nous avons besoin d'interlocuteurs sérieux. C'est d'ailleurs la même chose du côté du patronat: nous sommes crédibles, il n'y a pas 15 patronats, alors que des syndicats, il en existe plus de 250 officiellement reconnus par le ministère du Travail; plus que d'usines, et environ 10 fédérations ...

Augmenter les salaires: pas avant 2005

Pour l'instant le salaire moyen est de 68 à 72 dollars, avec les primes. Le salaire minimum: 52 dollars (45 selon la loi, plus l'ancienneté de deux ans, plus l'assiduité 5 dollars). Augmenter ? Pas avant 2005, si on gagne le pari. D'ici là non. La confection fait vivre 1,2 million de gens ...

On peut dire je crois que nous avons bien travaillé, les performances sont là. Il faut maintenant gagner le pari de l'après 2005.

yellowpages.com.kh



**Construire
votre Univers
Professionnel...**

**...aussi simple
qu'une tasse
de thé!**

Pour un dé clic de vos affaires en 2004...

Appeler le 023 218 100 ou emailer au yp@interquess.com pour placer une publicité dans les Pages Jaunes du Cambodge



LIVRES

La *Revue internationale et stratégique* de l'automne 2003 publie un intéressant dossier sur *Les conflits asymétriques*. On retient ici le chapitre

L'asymétrie en Asie du Sud-Est par Nathalie Hoffmann

Il y a "conflit asymétrique" lorsque "les belligérants sont des acteurs non-étatiques, dotés de moyens et d'effectifs bien moins importants que les forces de sécurité auxquelles ils sont confrontés. Les stratégies qu'ils emploient - techniques diverses de guérilla, attentats et autres actes de terrorisme- visent donc (...) à pallier les différences capacitaires auxquelles ils sont confrontés".

En Asie du sud-est les conflits asymétriques ne sont pas une nouveauté, remarque Nathalie Hoffmann. Les onze pays de la région en ont tous connu au cours de leurs très divers parcours historiques jusqu'à leurs indépendances. Elle estime que les puissances coloniales, avec le découpage géographique et les frontières qu'elles ont léguées "ont en partie contribué à générer un grand nombre de contentieux" entre les Etats de la région. "L'impact des puissances coloniales (...) a grandement favorisé l'émergence de ces menaces asymétriques". Elle cite à l'appui de cette idée l'existence de "groupes et de mouvements qui n'ont ainsi comme seule possibilité d'expression que le recours à la lutte et à l'emploi d'actions asymétriques", par exemple en Birmanie et en Thaïlande.

Une observation originale: les pays colonisateurs protestants, plus préoccupés de rentabilité, ont moins bousculé la vie religieuse et la pratique des coutumes que les colonisateurs catholiques, qui estimaient détenir un "mandat civilisateur", avec un fort prosélytisme et l'implantation de nombreuses missions religieuses. "Cette première différence a eu des incidences profondes sur l'évolution des sociétés locales mais aussi sur leurs relations avec les puissances coloniales".

Toujours est-il qu'il y a conflits asymétriques, actifs ou latents un peu partout, aux Philippines, en Birmanie, en Indonésie, en Thaïlande, au Vietnam, au Laos, ...

Quelles sont leurs chances ? Le plus grand de leurs problèmes est leur "base de masse", selon l'expression de Gérard Chaliand cité par Nathalie Hoffmann. Faute de "bases extérieures et de soutien international autre qu'un soutien ponctuel généralement mis en place par un Etat voisin", les mouvements identitaires sont menacés d'isolement. Depuis la fin du système bipolaire, on assiste à "un certain désintérêt général vis à vis de ces mouvements, même lors de la violation des droits de l'Homme comme au Laos ou en Birmanie notamment".

Phénomène nouveau: l'explosion du phénomène religieux. Dès les années 70 "des personnalités musulmanes ont utilisé l'Islam pour constituer progressivement un "front" anti-occidental". Il prend des formes diverses, mais "à

l'exception du Jemaah Islamiah dont plusieurs pays traquent les membres, les mouvements ont plutôt une dimension nationale, voire régionale". Cependant, l'existence de liens entre plusieurs de ces groupes prônant le recours à la violence est de plus en plus démontré, de même que les liens avec des composantes d'Al Qaida se trouvent régulièrement dénoncés.



La menace augmente-t-elle ? Cela dépend des réactions des sociétés, selon le degré de développement et le facteur religieux. Cela dépend aussi de la réaction des autorités nationales. Un centre régional de lutte anti-terroriste a été créé à Kuala Lumpur en juillet 2003. "Il faut espérer qu'il ne deviendra pas un instrument d'oppression à l'encontre des groupes minoritaires aux revendications parfois légitimes ..."

L'Asymétrie en Asie du Sud-Est, par Nathalie Hoffmann, *Revue internationale et stratégique*, automne 2003.

La revue **ASEANIE**, spécialisée dans les sciences humaines et sociales en Asie du Sud-Est, éditée à Bangkok, a publié dans son n° de décembre 2003

La littérature des années de misère: les petits romans manuscrits du Cambodge 1979-1993

par Olivier de Bernon

Après l'effondrement en janvier 1979 du régime des khmers rouges, en l'absence totale d'autres imprimés que de propagande idéologique, est apparue "une foule de petits romans, manuscrits sur de méchants cahiers d'écolier en mauvais papier quadrillé, recopiés parfois à partir d'ouvrages préexistants, mais le plus souvent originaux. Ces petits ouvrages n'existaient, pour la plupart, qu'en un exemplaire unique; parfois cependant, ils étaient recopiés en plusieurs exemplaires, mais toujours, par la force des choses, en nombre très limité.

" Les manuscrits demeuraient quelquefois la propriété de leur auteur, parfois celle du copiste, mais, le plus souvent, ils étaient vendus à un intermédiaire qui se chargeait de les mettre en circulation en les louant pendant un temps limité, pour une somme modique, à sa clientèle de lecteurs.

Pour les protéger, (...) les loueurs de livres devaient découper les cahiers afin de glisser chaque page dans une poche de plastique transparente, avant de les relier de nouveau sous leur couverture d'origine. Les vilains cahiers, informes et bouffis, qui résultaient de ces manipulations malhabiles demeurent autant de témoignages touchants de l'intense avidité d'évasion qui habitait les habitants de la capitale (...). On ne peut que s'émouvoir qu' "après avoir éprouvé tant de douleurs, et devant encore affronter tant de privations les lecteurs khmers aient recherché comme un baume à leur souffrance la lecture de ces histoires tendres et mièvres regroupées sous la belle appellation française de "sentiment". Une dizaine de ces petits romans, collection unique, a été donnée à l'EFEO.

Littérature des années de misère, par O. de Bernon, *Aséanie, Banakok*, décembre 2003.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
Photos Art Studio
Impression CIC Centre
Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mobile 012 803 410
E-mail cn@forum.org.kh

Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751

Email: dg_distri@bigpond.com.kh





MEDIAS

30 parlementaires de l'Alliance ...

seraient prêts à rejoindre le PPC pour former une nouvelle coalition, selon un document diffusé le 25 février, mais le leader du PSR Sam Rainsy dit que c'est un faux, destiné à diviser l'Alliance. Le PPC confirme l'existence d'une telle liste, et prévoirait de la présenter au prince Ranariddh lorsqu' il reviendra au Cambodge, pour montrer qu'un gouvernement bi-partite est possible. La plupart des membres de cette liste appartiendrait au Funcinpec, quelques-uns seulement au PSR. [d'après *Chakraval* 27.2, trad. *The Mirror*]

Un village, un produit

C'est une formule utilisée au Japon et en Corée du sud pour développer les campagnes. En Corée du sud 30 000 villages appliquent cette formule. Selon un accord entre l'ambassadeur de Corée et le ministre au Conseil des ministres Sok An la Corée va envoyer 32 experts au Cambodge pour y organiser six villages modèles dans les provinces de Kompong Cham, Kandal, Kompong Speu et Takeo. Les experts coréens aideront les villageois à s'organiser et aussi à trouver des marchés pour leurs produits. [d'après *Koh Santepheap* 26.2. Trad. *The Mirror*]

Routes: bilan

Pendant ces 5 dernières années environ 430 millions de dollars ont été investis dans le réseau routier, a rappelé le secrétaire d'Etat au ministère des Travaux publics et des Transports Tram Iv Tek, le 26 février, à l'occasion d'un séminaire sur la future loi concernant le réseau routier. Environ 2000 km de routes bitumées ont été réalisées, et 177 nouveaux ponts construits, grâce à l'aide financière du Japon, de l'ADB, de la Banque mondiale, et d'investisseurs privés. A cela s'ajoute la réalisation de 1371 km de routes de terre réalisées par le Génie, la restauration de 4 990 ponts dans des régions reculées, et la réparation de plus de 10 000 km de routes dans les régions rurales. Parmi les problèmes qui restent à régler: la gestion du réseau routier, son entretien, les problèmes fonciers découlant des routes, le drainage, les câbles électriques et de

téléphone, les problèmes de circulation ... [d'après *Koh Santepheap* 27.2, trad. *The Mirror*].

Un barrage sur la Se San ?

Le Cambodge et le Vietnam vont entreprendre l'étude de faisabilité d'un barrage hydroélectrique sur l'une des trois rivières: Se San, Sre Pok, Se Khong qui traversent le Rattanakiri et se jettent dans le Mékong. La production serait de 200 MW, à coût d'environ 400 millions de dollars, le délai avant la mise en service avoisinerait 10 ans. Ce projet s'ajoute à celui que finance l'ADB, une ligne de 110 km apportant à Phnom Penh, en passant par Takeo, de l'électricité provenant du Vietnam. L'accord de financement de ce dernier projet, 44,3 millions de dollars, a été signé en décembre dernier. [d'après *Wat Phnom*, 23.2. trad. *The Mirror*]

Malaisie

Les exportations ont augmenté de 8% en 2003, après un progrès de 5,9% en 2002, qui pourrait dépasser 10% cette année. Les investissements ont augmenté de 62% en 2003, atteignant 7,6 milliards de dollars. La croissance en 2003, révisée à la hausse en attendant les chiffres définitifs, atteindrait 4,6 à 5,2%; elle pourrait atteindre 6% en 2004. A cela s'ajoute que l'inflation est faible, le chômage à 3,7 %, les taux d'intérêts modérés (2,9% sur 3 mois). L'optimisme se traduit par un bond en avant des valeurs boursières de 35% depuis octobre dernier. Question: faut-il laisser flotter le ringgit ? [d'après *Far Eastern Economic Review* 4.3.04].

Chine: Alstom bien placée

C'est la société française *Alstom* qui est la mieux placée pour construire la ligne de chemin de fer à grande vitesse Pékin - Shanghai, 1300 km, un contrat de 12 milliards de dollars, depuis que le projet allemand de train magnétique a été écarté, écrit le *China business Weekly*. La technologie d'*Alstom* et les contacts politiques la mettent en tête des sociétés concurrentes. [d'après *Far Eastern Economic Review* 4.3.04]

Rush vers les accords bilatéraux

Les accords bi-latéraux de libre-échange se multiplient en Asie. Tout le monde y vient, même la Corée du sud. Le pionnier a été Singapour, qui a depuis 2 ans signé de tels accords bilatéraux avec le Japon, l'Australie et les Etats-Unis et en prépare d'autres avec la Corée du Sud, l'Inde, le Canada, le Mexique. Le Japon est en train d'accélérer ses efforts par exemple en direction du Mexique: il veut pouvoir y assembler des voitures, à partir de pièces importées hors taxes, pour les vendre sur le marché américain. Les obstacles sont les protestations des agriculteurs qui craignent en retour des importations dévastatrices. Cette course aux accords de libre échange vient en réaction à la très rapide croissance des échanges extérieurs de la Chine: en 2003, + 36 % avec le Japon, + 49% avec les pays de l'Asie du Sud-est.

La Chine elle-même multiplie ces accords, en cherchant à les rendre avantageux pour ses partenaires, de façon à paraître inoffensive, amicale, et à former un bloc asiatique plus fort face aux Etats-Unis et à l'Europe.

Les pays de l'ASEAN voyant que les investissements affluent en Chine, veulent pouvoir y exporter, pour attirer eux-mêmes des investisseurs, et sont donc très favorables aussi à des accords bilatéraux ...

[d'après *The Economist* 28.2.]

Transport aérien: l'Asie achète

Au salon de Singapour les contrats d'achats d'avions ont totalisé 3,52 milliards de dollars, plus encore qu'au salon de 2002 (3,2). La part de l'Asie-Pacifique dans le marché des avions de plus de 400 places ne fait qu'augmenter et pourrait atteindre 60% dans 20 ans, estime le Philippe Camus l'un des dirigeants d'EADS. "La part de l'Asie-Pacifique dans notre chiffre d'affaires va atteindre 20 % dans 5 ans et nous prévoyons 30 % pour 2015". Il y a une vive compétition aussi pour les avions militaires. Les drones, sans pilote, ont sans doute un grand avenir dans la région pour la surveillance du trafic maritime et des eaux territoriales. [d'après *Bangkok Post* 1.3]





indochine

INSURANCE

Nous sommes là pour vous aider

24h CLAIM HOTLINE
1012 812 333

Première compagnie d'assurance du Cambodge, et première compagnie privée à recevoir sa licence, Indochine Insurance est choisie par ceux qui estiment que le service, c'est plus important que tout. Notre ligne téléphonique d'assistance directe vous est ouverte 24h/24, 365 jours par an, il suffit de l'appeler pour que notre équipe soit à vos côtés lorsque vous en avez besoin.

Contactez Indochine dès maintenant.

- Automobile
- Santé, Évacuation Médicale
- Tous Risques Chantiers
- Incendie, Accident et Risque Divers

- Accidents du Travail
- Hospitalisation
- Assistance Auto

Consultez régulièrement notre nouveau site web pour plus d'informations, ainsi que pour les "insurance news"

www.indochine.com.kh

No Problem Insurance Park, 55, Rue 178, Phnom Penh Tel: (855 23) 210 701, 210 761 Fax: (855 23) 210 501 Email: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.com.kh